Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 19 (1992)
Heft: 4-5

Rubrik: Opinion: l'Europe, une affaire de cœur

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 22.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Opinion

Prenons soin de la Suisse

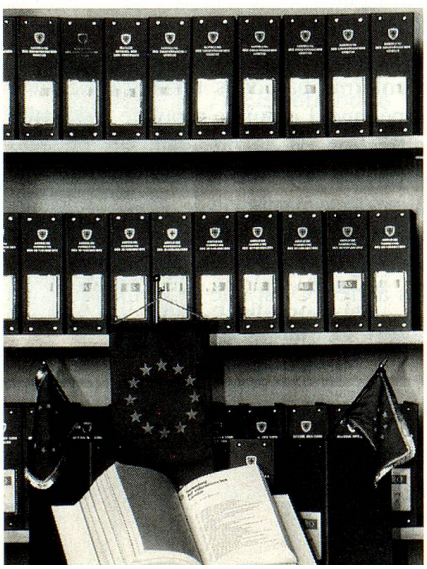
A la fin de cette année, la Suisse devra prendre l'une des décisions les plus importantes pour son avenir: l'adhésion à l'EEE. Il s'agit là d'un choix capital; en effet, l'acceptation du traité EEE préjuge presque forcément l'adhésion ultérieure au bloc de la CE, un organisme supranational qui tend de toutes ses forces vers une union politique selon le modèle de Maastricht. Le Conseil fédéral a déjà déposé, au mois de mai, la demande d'adhésion à la CE. Mais adhérer à la CE revient à renoncer à notre souveraineté. Nous ne pourrions plus mener notre propre politique étrangère et même le franc suisse serait sacrifié sur l'autel de l'Ecu. En d'autres mots, la Suisse, avec toutes ses particularités, disparaîtrait dans le creuset unitaire de la CE. Nous ne voulons pas de cela; c'est pourquoi il faut veiller au grain dès maintenant. Même s'il devait y avoir ultérieurement une votation populaire, le chemin vers la CE serait déjà franchi à 80 pour-cent du fait de notre appartenance à l'EEE.

Mais même l'EEE pris séparément recèle de graves dangers pour notre pays. Malgré tous les efforts, on n'est pas parvenu à un accord équilibré entre la CE et l'EEE. Nous sommes obligés de reprendre, sous la forme de l'acquis communautaire, une grande partie du droit économique et social de la CE. Ce qui est encore beaucoup plus grave, c'est qu'à l'avenir, ce sont les organes de la CE à Bruxelles qui décideront quel sera le droit applicable en Suisse. Les législateurs étrangers sont aussi détestables que les juges étrangers. Même avec l'EEE, nous perdrons une bonne partie de notre souveraineté. Le droit de notre pays à disposer de lui-même sera très fortement réduit. Les droits populaires directs, à savoir les votations populaires en cas d'initiative ou de référendum, seront limités par le «diktat» de l'EEE et de la CE. Pour les Suisses de l'étranger, le fait que lors de la deuxième votation fédérale à laquelle ils ont enfin l'occasion de participer, ils devront décider s'ils veulent réduire leurs propres droits démocratiques, a quelque chose de tragique. La Suisse restera toujours ouverte face à l'Europe et au monde, mais il n'y a qu'une réponse pour un mauvais traité, qui est indigne de l'héritage de nos ancêtres, c'est un non catégorique.

Jean-Pierre Bonny, conseiller national, co-président du «Comité d'action suisse contre la tutelle de l'EEE et la CE – pour une Suisse ouverte au monde» ■

*Dans la rubrique «**Opinion**», nous donnons la parole à des personnes dont le point de vue ne correspond pas nécessairement à celui de la rédaction. C'est la rédaction qui décide de la publication d'un article. Dans le présent numéro, un adversaire de l'adhésion et une personne qui y est favorable donnent leur avis sur le thème de l'adhésion à l'EEE.*

Eurolex – un gros travail! (Photo: Keystone)



Opinion

L'Europe, une affaire de cœur

Chacun prédit à sa manière les conséquences d'une adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen. Les adversaires de l'adhésion annoncent la montée du chômage, la hausse des loyers et l'accroissement de l'immigration. Les partisans prédisent la réduction du chômage, la baisse des loyers et la stabilisation de l'immigration. Le tout démontre avec force chiffres, statistiques, modèles mathématiques apparemment scientifiques capables de mener aussi sûrement en enfer qu'au paradis.

La seule chose dont on puisse être sûr quant à ces prévisions, c'est qu'elles sont toutes incertaines. On ne peut pas choisir l'avenir européen de la Suisse en fonction d'objectifs économiques ou sociaux, car à chaque avantage supposé correspond un désavantage. Même la protection de l'environnement ne constitue pas un critère déterminant. En réalité, toutes les démonstrations, toutes les prévisions, toutes les projections reflètent la prise de position préalable de leur auteur. Elles servent à donner une forme rationnelle à une décision qui relève essentiellement du cœur ou de l'intuition.

Or que dit notre cœur? Que nous sommes Européens, frères, cousins et amis de ces Italiens, de ces Allemands et de ces Français dont nous partageons les cultures et les valeurs essentielles. Qu'il serait inamical de refuser l'invitation que nous font nos voisins de collaborer à la construction d'une Europe sans frontières intérieures, pacifique et ouverte.

Et que dit notre intuition? Qu'une Suisse qui refuserait l'intégration proposée par la Communauté donnerait les signes de la méfiance, de la suffisance ou de repli sur soi. Elle perdrait de sa force, de son optimisme, de sa capacité d'affronter les défis à venir. Tout au fond d'eux-mêmes, la plupart des opposants sont motivés par la nostalgie d'une Suisse qui n'est plus – et il est très dangereux de prendre ses désirs pour des réalités. Une adhésion à l'EEE, puis à la Communauté, n'empêchera pas la Suisse et les Suisses d'être eux-mêmes. L'Europe après tout, n'a jamais empêché les Français d'être français et les Danois danois.

Ne sommes-nous d'ailleurs pas, avec nos quatre langues nationales, notre fédéralisme et notre démocratie directe, une fédération européenne en modèle réduit? Je nous vois mal dire à nos voisins de faire l'Europe comme nous avons fait la Suisse, tout en refusant d'y collaborer. Même en Suisse, l'égoïsme a des limites qu'il vaudrait mieux ne pas franchir sous peine de perdre son âme.

Laurent Rebeaud,
Conseiller national,
groupe écologiste ■